



Dans un nouveau discours prononcé au 2^e jour de sa visite à Ouargla
Gaïd Salah : «La situation actuelle est une affaire algérienne qui nous concerne seuls»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE



Justice
Demande de levée de l'immunité parlementaire de Mohamed Djemai

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4871 - Mercredi 4 septembre 2019 - Prix : 10 DA

Elections présidentielles

Deux propositions du panel de dialogue pour amender le code électoral

● **Rabehi : L'Etat engagé à prendre en compte toutes les conclusions de l'INDM**

Page 2

L'approche oblique de la France vis-à-vis de l'Iran

Par Mohamed Habili

A en croire certaines indiscretions, la France, avec le soutien tacite des autres puissances européennes signataires de l'accord sur le programme nucléaire iranien, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, envisagerait sérieusement d'ouvrir une ligne de crédit de 15 milliards de dollars au profit de l'Iran, en échange de quoi ce dernier reviendrait au strict respect de l'accord de 2015. Le montant du prêt supposé, dont pour l'heure on ne sait pas très bien s'il sera accordé par la Banque de France ou par la BCE, équivaldrait à la moitié des revenus annuels pétroliers de l'Iran, en l'absence des sanctions américaines. Il semble que ce soit pour mettre la dernière main à ce projet que les discussions se tiennent actuellement à Paris entre négociateurs français et iraniens. Dans le même temps, Emmanuel Macron poursuit ses efforts en vue d'organiser une rencontre entre les deux présidents iranien et américain en marge de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Une rencontre qui à l'évidence n'a de chance d'avoir lieu que dans la mesure où le deal français est accepté par les deux parties. Mais, si les deux responsables sont disposés à se voir, quel besoin auraient-ils et d'une médiation et de cette idée précise de prêt français ou européen pour compenser en partie les pertes subies par l'Iran du fait des sanctions américaines.

Suite en page 3

Les parlementaires ont fait leur rentrée hier

Le président de l'APN pour une présidentielle avant la fin de l'année



Slimane Chenine, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a mis l'accent sur l'impératif d'aller «rapidement» vers la consécration de la légitimité populaire, à travers l'organisation de l'élection présidentielle avant la fin de l'année en cours, «dans le cadre de la logique du consensus et de la concession», en faisant prévaloir l'intérêt de la patrie. C'était hier, à l'ouverture de la session ordinaire de l'APN pour l'année 2019-2020.

Lire page 3

En visite de travail à Hassi Messaoud

Le P-DG de Sonatrach somme de finir les projets structurants

Page 2

28^e mardi de mobilisation

Retour en force des étudiants dans la rue

Page 4

En visite de travail à Hassi Messaoud

Le P-DG de Sonatrach somme de finir les projets structurants

■ Le P-DG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a appelé les chefs de projets à accélérer la tendance de réalisation des projets structurants à Hassi Messaoud. Ce qui permettra à la compagnie pétrolière de lancer de nouveaux projets stratégiques dans la région.

Par Louiza Ait Ramdane

Le P-DG de Sonatrach a fait part d'un certain nombre d'instructions et de recommandations visant à accélérer la cadence des travaux et l'achèvement des projets structurants en vigueur, soulignant que beaucoup de projets structurants seront lancés incessamment dans cette région importante pour le groupe Sonatrach. «Il faut finir les projets dans les délais fixés», a recommandé le P-DG de Sonatrach. Le projet de revamping et la réalisation d'un nouveau système de production au niveau des unités satellites du champ sud de Hassi Messaoud, Ouargla, permettra d'améliorer et soutenir la production pétrolière et gazière à long terme, a estimé le P-DG du Groupe. Les installations des unités satellites du champ sud Hassi Messaoud sont mises en service pour la plupart dans les années 1970, sont dotées de technologies devenues obsolètes. Par conséquent, l'exploitation de ces installations devient difficile, les performances de leurs machines sont faibles en plus des risques élevés en termes de sécurité. Afin de pallier cette situation, un projet revamping de ces installations a été ins-



PH. SORAYAJI A.

crit et consiste en la mise en conformité des installations, optimisation du réseau de collecte. Cela permettra l'augmentation de la production. A cet effet, il a expliqué que ces projets structurants sont très importants, notamment ceux de revamping et de modernisation permettant de produire à long terme, mais aussi soutenir la production. Le revamping est l'ensemble des interventions sur une installation industrielle, permettant de modifier ou accroître sa capaci-

té de production, ainsi que la modernisation et la remise à niveau de ses installations. M. Hachichi a également ajouté qu'il s'agit d'une activité intense pour garantir l'avenir de la production dans cette région. Le P-dg de Sonatrach a expliqué que l'apport du projet de revamping est double, permettant d'une part d'acquiescer des technologies nouvelles, mais également d'augmenter la capacité de production, soit un gain de 3 000 tonnes de pétro-

le par jour, ainsi que l'élimination des gaz torchés d'environ 500 000 m³ par jour.

Sonatrach n'a pas de difficultés financières

Le projet dont la réception était prévue en juin 2020 a connu des retards dus notamment à la réalisation de nouvelles installations sur des unités en production, les difficultés d'identification d'anciens pipes enterrés et découverts lors de la construction, ainsi que certaines grèves du personnel des sociétés algériennes engagées par JGC dans le projet. Ce retard, actuellement estimé à 10 mois, reportera la réception finale des nouvelles installations à mars 2021. Le P-DG de la Sonatrach a, dans ce sens, instruit ses responsables de redoubler d'efforts pour rattraper les retards accusés dans tous les projets, et d'en tirer les leçons pour s'en servir dans le futur. Interrogé sur les causes des retards dans la région et s'ils n'étaient pas liés à des raisons financières, M. Hachichi a affirmé qu'il s'agit plutôt de retard pour des raisons techniques, ajoutant que Sonatrach n'a pas de problèmes financiers. Le deuxième projet visité par le P-DG de

Sonatrach consiste en la réalisation d'un centre de séparation et compression HGA dans la périphérie sud de Hassi Messaoud avec pour objectifs : soulagement de l'écoulement polyphasique du réseau existant de Hassi Messaoud par le raccordement de certains puits existants vers le nouveau centre de séparation (GOSP) et la prise en charge des gaz associés issus de la séparation. D'une capacité de traitement de 60 000 barils/jour, le projet est entré en vigueur début août 2017 et sa réception est prévue pour le 1^{er} décembre 2020. L'autre projet visité par le P-DG de Sonatrach est celui de la réalisation d'une station de compression et de reinjection de gaz ZCINA à Hassi Messaoud Nord. D'une capacité de traitement et de compression de 24 millions de m³, il est en phase finale et sera inauguré très prochainement, a indiqué M. Hachichi. Le quatrième projet est celui de la réalisation d'un centre de séparation et de compression upside Nord. Parmi les objectifs, le soulagement de l'écoulement polyphasique du réseau existant vers les unités d'extraction du GPI de ZCINA. Le projet sera réceptionné le 1^{er} décembre. L. A. R.

Pour permettre aux familles démunies d'acquiescer les fournitures scolaires

Belabed instruit ses directeurs locaux de verser la prime de scolarité

Le ministre de l'Education vient d'instruire l'ensemble des établissements scolaires de verser la prime de solidarité scolaire, qui a été augmentée de 3 000 DA à 5 000 DA, dans les plus brefs délais. En effet, Abdelhakim Belabed, a annoncé hier que cette allocation dont bénéficient actuellement près de 3 millions d'élèves, et que l'Etat destine aux catégories démunies devrait être distribuée dès hier. Le premier responsable du secteur a ordonné sa mise en application immédiate afin de permettre aux élèves d'acquiescer des fournitures scolaires. Par ailleurs, Abdelhakim Belabed a rencontré au siège du ministère, des représentants d'organisations syndicales relevant du secteur en vue de prendre connaissance de leurs préoccupations socio-professionnelles. Dans une déclaration à la

presse, il a affirmé que cette rencontre qui intervient à la veille de la rentrée scolaire, vise à «écouter les partenaires sociaux pour prendre en charge leurs préoccupations socio-professionnelles» et à «élaborer une feuille de route» pour la collaboration et la concertation entre les deux parties tout au long de l'année». A ce propos, le ministre de l'Education a indiqué que le secteur s'appropriât à «accueillir les propositions et les solutions de ces syndicats», soulignant son engagement «à examiner toutes les revendications légitimes conformément aux lois». A cette occasion, le ministre s'est félicité «du sens civique, pédagogique et de responsabilité» dont ont fait preuve ces syndicats, notamment «en cette conjoncture que traverse le pays». Le ministre a annoncé la tenue prochaine de réunions bilatérales à l'effet de permettre à toute organisation syndicale de soulever ses préoccupations et de rechercher les solutions éventuelles en faisant «appel aux parties concernées dès que certaines préoccupations dépassent la compétence du secteur de l'Education nationale».

rales à l'effet de permettre à toute organisation syndicale de soulever ses préoccupations et de rechercher les solutions éventuelles en faisant «appel aux parties concernées dès que certaines préoccupations dépassent la compétence du secteur de l'Education nationale».

Les résultats enregistrés dans le secteur de l'Education «en deçà des attentes»

Le ministre a affirmé que les résultats enregistrés dans le secteur de l'Education étaient «en deçà des attentes», ajoutant que «les mesures prises donneront leurs fruits à moyen et long terme». «Nous sommes tous d'accord que les résultats sont en deçà de nos

attentes et aspirations, et que les changements s'opèrent à un rythme lent», a déclaré le ministre à l'ouverture de la conférence nationale des directeurs de l'Education, consacrée aux derniers préparatifs de la rentrée scolaire 2019-2020, ajoutant que «les mesures prises donneront leurs fruits à moyen et long terme». Il a ajouté que le caractère «sensible et complexe» du secteur, exigeait une gestion judicieuse et des décisions pertinentes, soulignant que son secteur devrait actuellement à améliorer l'application de la réforme du système éducatif, et ce à travers la poursuite des efforts visant à atteindre la refonte pédagogique et à établir de nouveaux cadres, à même d'améliorer la performance de l'école algérienne. Il s'agit aussi, a-t-il poursuivi, de «se mettre au diapason du déve-

loppement enregistré de par le monde, dans les domaines scientifique, technologique et culturel». Il a saisi l'occasion pour rappeler aux présents que la rentrée scolaire, prévue aujourd'hui «intervient dans une conjoncture marquée par une nouvelle dynamique sociale, basée sur la consécration des principes de démocratie, des droits de l'homme, d'équité et d'égalité (...), et prônant la lutte contre la corruption, le népotisme, l'exclusion, la marginalisation et le pillage». Partant de ce principe, le ministre a plaidé pour la garantie des conditions idoines pour une rentrée réussie sur tous les plans, en vue de parvenir à la concrétisation des objectifs de réforme visant, selon lui, à assurer une école de qualité dans le cadre de l'égalité des chances.

Meriem Benchaouia

Elections présidentielles

Deux propositions du panel de dialogue pour amender le code électoral

À l'indépendance de la demande du vice-ministre de la Défense nationale où il souhaitait une «convocation du corps électoral pour le 15 septembre courant, et que les élections puissent se tenir dans les délais fixés par la loi», l'Instance de médiation et de dialogue a transmis aux partis politiques deux propositions amendant la loi organique portant sur les élections, inscrites dans son rapport final devant réunir le consensus requis pour la tenue d'un scrutin présidentiel jouissant de toutes les garanties de transparence et d'intégrité. A ce titre, après une synthèse des suggestions émises par les partis politiques, les syndicats et les représentants de la société civile lors des consultations bilatérales, le panel de Karim Younés propose l'amendement du Code électoral essentiellement des articles relatifs à la candidature aux présidentielles. Aussi, par souci de neutralisation de l'administration, il préconisera en premier que les imprimés des candidatures et les dépôts des dossiers de candidatures pour les prétendants à la présidentielle se feront au niveau de l'Instance qui sera chargée de l'organisation et de la surveillance des élections, au lieu de les remettre au Conseil Constitutionnel comme a été l'usage jusque là, a expliqué Fatima Benabou, membre du panel et

professeur en droit constitutionnel, citée par des médias. Ce dernier, souligneront les rédacteurs du rapport final de l'Instance aura à sa charge la réception des recours des candidats uniquement. S'agissant de la deuxième proposition, elle concerne la commission d'organisation et de contrôle des élections. Une commission, qui proposera le panel de médiation et de dialogue, sera chapeautée par un magistrat désigné par la Cour suprême et dont la composante sera constituée de magistrats, d'avocats et de professeurs universitaires. Au plan structurel, ladite commission doit être composée d'un Conseil national, d'un secrétaire général au niveau national à l'échelle des wilayas et des communes et des consulats représentations consulaires. Il s'agit à travers cette démarche les ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères de l'organisation de la prochaine présidentielle», a précisé Fatima Benabou qui explique le conseil sera composé de 20 personnes dont des juges, des avocats, des professeurs d'université qui éliront parmi eux au bulletin secret le président à la majorité des membres. Les membres de cette instance, renouvelable à moitié tous quatre ans, seront élus pour un mandat unique de huit ans, et bénéficieront tout au long de

leur mandat d'une immunité liée à leur fonction.

Rabehi : L'Etat engagé à prendre en compte toutes les conclusions de l'INDM

Dans ce contexte, Hassan Rabehi, ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, a affirmé hier en marge de la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2019-2020, que «l'Etat prendra en compte les conclusions des commissions de l'INDM, qu'il s'agit de la révision de la loi organique portant régime électoral ou des différentes mesures juridiques et administratives y afférentes». Et de rappeler, à ce propos la position de l'Etat qui «a affirmé, à maintes reprises, que l'entière responsabilité est confiée aux commissions de dialogue, qui auront à définir les cadres inhérents à la préparation d'une élection libre et démocratique». L'Etat est mobilisé par tous ses moyens matériels et humains pour l'intérêt général, a-t-il soutenu ajoutant que la régularité implique la préparation de l'élection présidentielle à travers un «dialogue sage et sérieux». Lynda N.

Les parlementaires ont fait leur rentrée hier

Le président de l'APN pour une présidentielle avant la fin de l'année

■ Slimane Chenine, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), a mis l'accent sur l'impératif d'aller «rapidement» vers la consécration de la légitimité populaire, à travers l'organisation de l'élection présidentielle avant la fin de l'année en cours, «dans le cadre de la logique du consensus et de la concession», en faisant prévaloir l'intérêt de la patrie. C'était hier, à l'ouverture de la session ordinaire de l'APN pour l'année 2019-2020.

Par Lynda Naili

S'exprimant à l'ouverture de la session ordinaire pour l'année 2019-2020, le président de la Chambre basse du Parlement a longuement abordé la question de l'échéance présidentielle, affirmant que «le temps impose, aujourd'hui, à tout un chacun, d'aller rapidement vers la consécration de la légitimité populaire, à travers l'élection présidentielle avant la fin de l'année en cours». «C'est là notre position nationale face aux campagnes orchestrées pour saper la volonté de construire la nouvelle République», a-t-il soutenu, ajoutant que «les mauvaises langues n'ont plus de prétexte, maintenant que l'Institution militaire a tranché en faveur de l'organisation de l'élection présidentielle avant la fin de l'année en cours». Il a estimé, à ce propos, que «(l'Institution militaire) a prouvé à tous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qu'elle est une institution républicaine (...) qui fait appel aux urnes et à la volonté populaire, dans un environnement politique et juridique propice à même de conférer suffisamment de crédibilité au prochain scrutin».

La situation économique de plus en plus tendue

Par ailleurs, Slimane Chenine, a averti que la situation économique du pays était «de plus en plus tendue». «Aujourd'hui, la



prudence est requise quant à la situation économique de plus en plus tendue suite aux politiques inopérantes suivies par le passé, et qui étaient basées sur le monopole et l'économie de rente profitant à une clique au détriment du reste des citoyens», a-t-il affirmé. Une situation économique, pour-suivra-t-il, aggravée par «l'attentisme, l'absence d'esprit d'initiative et la frilosité excessive», plaçant ainsi pour «l'accompagnement des entreprises économiques pour la reprise de leurs activités et le traitement de tout ce qui est susceptible de les entraver à travers des solutions économiques et non seulement administratives». En outre, le P/APN a appelé à «tenir compte de la situation sociale difficile que connaît le pays avec la régression du pouvoir d'achat et le

recul de certains indicateurs économiques». Et d'estimer, dans ce sens, «inacceptable la récurrence de problèmes qu'on croyait réglés comme les coupures d'eau et d'électricité, les mauvaises prestations sanitaires et d'autres maux qui empoisonnent le quotidien des citoyens au moment où nous aspirons à une bonne rentrée sociale». D'autre part, le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a indiqué à la presse au sujet des salaires payés des travailleurs des entreprises dont les patrons sont incarcérés, que ces salaires seront versés «dans les prochains jours» et que «toutes les situations en suspens seront réglées». A la question de savoir si les emplois au sein de ces entreprises seront préservés, le ministre a réaffirmé qu'«aucun

PH/MDN emploi ne sera supprimé, mieux encore les emplois seront consolidés grâce aux administrateurs». Pour sa part, Saïd Djellab, ministre du Commerce, a indiqué, en réponse à une question sur les importations gelées de ces entreprises en raison du gel de leurs comptes bancaires, que «la désignation d'administrateurs à la tête de ces entreprises allait permettre de régler ce problème». A une autre question sur l'importation des véhicules de moins de trois ans, il s'est contenté de répondre que ce dossier «était toujours à l'étude au niveau du gouvernement». De son côté, Hassan Rabehi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, interrogé sur la durée que prendrait le dégel des comptes bancaires des entreprises concernées, dira que «quelle que soit la durée que prendrait cette procédure qui relève de la justice, le but escompté est de préserver les entreprises et de conserver les emplois». Soulignant que «la justice demeure souveraine et il ne faut pas s'immiscer dans son travail», il a ajouté : «J'ai eu des réunions avec des représentants de ces entreprises à qui j'ai fait part de la volonté sincère du gouvernement algérien à accompagner leurs efforts et à œuvrer sérieusement en vue de leur venir en aide». «L'Algérie a besoin aujourd'hui non seulement des entreprises performantes, mais aussi de toutes celles qui contribuent au renforcement de l'économie nationale», a-t-il conclu. L. N.

Mohamed Loukal, ministre des Finances

L'avant-projet de loi de finances 2020 devant le gouvernement la semaine prochaine

Mohamed Loukal, ministre des Finances, a annoncé, en marge de l'ouverture de la session ordinaire de l'APN, que l'avant-projet de la loi de finances 2020

sera soumis au gouvernement la semaine prochaine. Cependant, il ne donnera pas plus d'explications sur les nouveautés dudit avant-projet de loi, se contentant

de dire que les détails seront connus le moment opportun. Notons, à ce propos, qu'auparavant le P/APN dans son allocation d'ouverture a estimé important

que la prochaine loi de finances ne comporte pas de hausses impactant le pouvoir d'achat des citoyens, tout en préservant les grands équilibres de l'Etat. L. N.

Dans un nouveau discours prononcé au 2^e jour de sa visite à Ouargla

Gaïd Salah : «La situation actuelle est une affaire algérienne qui nous concerne seuls»

«La situation actuelle est une affaire algérienne interne qui nous concerne seuls, et exige nécessairement des solutions émanant de notre vécu et de nos expériences». C'est ce qu'a déclaré hier le vice-ministre de la Défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, au deuxième jour de sa visite en 4^e Région militaire à Ouargla. A ce titre, Ahmed Gaïd Salah a insisté sur le fait que la situation actuelle du pays est une «affaire interne algérienne» et que la solution ne peut être issue que de «nos réalités et expériences». «Même si les points de vue divergent et les avis diffèrent sans mettre en péril notre cohésion, il nous appartient à nous seuls en tant qu'Algériens de parvenir, sans obstination ni entêtement,

à ces solutions et à les employer de manière à dépasser notre crise sereinement, à se consacrer et se mobiliser ensemble au service de l'Algérie pour assurer son développement et son essor dans tous les domaines», a-t-il fait savoir. «L'Algérie avait rencontré par le passé des crises dont elle a su s'en sortir forte et triomphante, et il nous appartient à nous seuls en tant qu'Algériens de parvenir, sans obstination ni entêtement, à des solutions et les employer afin de dépasser cette crise sereinement, en adoptant le dialogue rationnel, sincère et sérieux, et veiller à son aboutissement», a-t-il rappelé. Aussi, appelé à «prendre conscience de la sensibilité de cette phase»,

il dira que «la voie du dialogue rationnel, honnête et sérieux (...) loin de la négativité, des discours vides et du fatalisme, est un devoir national exigé par l'intérêt suprême de l'Algérie et par les impératifs de la garantie de son avenir, la sauvegarde de sa souveraineté et la protection de son économie nationale, de ses richesses et de ses ressources financières». Il a affirmé, à ce propos, que l'ANP a «une ferme conviction et une certitude totale que nous dépasserons la situation que traverse notre pays, grâce à la cohésion, l'entraide et l'unité nationale qui doivent caractériser nos objectifs». Pour ce faire, le chef d'état-major de l'ANP a affirmé que «nous devons tous œuvrer à les proté-

ger, sans relâche, contre les aventuriers, pour que notre vaillant peuple puisse jouir des richesses de son pays, éternellement, grâce à la cohésion, à l'entraide et à l'unité nationale, qui doivent caractériser tous nos objectifs, et à la mobilisation de tout un chacun, et ce, en réponse à l'exigence nationale insistante, qui doit être la priorité de tous, et placée au-dessus de l'égoïsme des personnes et de leurs envies». «Cet égoïsme qui, poursuit-il, a aveuglé ceux qui ne connaissent pas la valeur de ce pays et de son peuple, qui excellent dans la diffamation et la médisance, et tentent vainement d'induire en erreur l'opinion publique et semer le doute sur toute initiative nationale salutaire

LA QUESTION DU JOUR

L'approche oblique de la France vis-à-vis de l'Iran

Suite de la page une

Donald Trump, qui à Biarritz a cependant paru ouvert à une proposition de ce genre, ne léverait tout ou partie des sanctions imposées à l'Iran que si celui-ci revenait sans préalable aucun à la négociation, ou plutôt à la renégociation. Ce que le président Rohani refuse catégoriquement. D'une façon plus générale, les Iraniens récusent jusqu'à l'idée de renégocier l'accord de 2015 avec les seuls américains. Pour eux, si renégociation il y a, ce ne pourra être qu'après la levée des sanctions, et qu'en présence des autres signataires de l'accord. Dans ces conditions, les chances de la médiation française semblent particulièrement faibles. Pour l'administration américaine, son principal effet est de réduire l'impact de leur politique dite de pression maximale exercée sur l'Iran, en vue de le ramener à la table des négociations. Pour l'Iran, en revanche, tout ce qui tend à alléger le poids des sanctions américaines sur son économie est en soi bon à prendre. La France veut lui faire un prêt, en dépit de la menace de rétorsions de la part des Etats-Unis ? C'est le genre même d'offre qu'il ne peut pas se permettre de décliner d'un revers de main, dans la situation qui est la sienne aujourd'hui. A y bien regarder, toutefois, la proposition française, à supposer bien sûr qu'elle soit réelle, ne vise pas tant à sauver l'accord de 2015 qu'à amener l'Iran à le renégocier, c'est-à-dire à accepter les conditions américaines. Sans le dire ouvertement, la France est d'accord avec les Etats-Unis sur la nécessité de renégocier les termes de l'accord sur le programme nucléaire iranien. En vue de cet objectif commun, elle emploie une méthode différente, celle de la carotte, laissant aux Etats-Unis l'usage du bâton des sanctions économiques sans rémission. Le défaut de cette approche tenant à la fois de la tactique du rabatteur et des bons offices ordinaires, c'est que son objectif n'est pas moins difficile à atteindre que celui que se sont assignés les Américains. Pour que l'Iran obtienne ce prêt, il faut déjà que les Américains aient accepté de lever leurs sanctions à son encontre, ou que l'Iran ait cédé aux conditions américaines. M. H.

pour résoudre la crise, œuvrant à pousser notre pays vers des méandres aux issues incertaines, au service des intérêts de la bande et de ceux qui gravitent autour d'elle». «Il est certain que les projets et les plans de cette horde d'égarés et de traîtres qui sont à l'encontre des intérêts de la patrie et du peuple seront forcément voués à l'échec», a-t-il prévenu.

Meriem Benchaouia

28^e mardi de mobilisation

Retour en force des étudiants dans la rue

■ Comme chaque mardi, depuis maintenant sept mois, les étudiants plus nombreux que les mardis précédents, ont marché depuis la Place des martyrs passant devant l'APN où ils ont organisé un mini sit-in à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, puis devant la wilaya.

Par Thinhinene Khouchi



Ils ont ensuite marché vers la place Maurice Audin et tenté de marcher vers la Grande poste où un important dispositif de police les attendait. Tout au long de la marche, les étudiants rejoints par des citoyens ont scandé les slogans habituels contre le processus de dialogue mené par le panel qui selon eux ne les représente pas et ne reflète pas leurs revendications. La libération des détenus d'opinion et des slogans hostiles à la tenue de la présidentielle présidée par la bande ont également été scandés mais la majorité se disait favorable pour le changement et pour une Algérie libre, démocratique et juste. Cette 28^e marche des étudiants a lieu à quelques jours seulement de la rentrée universitaire et scolaire. Les manifestants, enveloppés de l'emblème national, ont scandé «Makanch el vote, welah mandirou, Bedoui, Bensalah lazem yitrou, welah mana habssine», (il n'y aura pas de vote, on jure qu'on ne votera pas, Bedoui et Bensalah doivent partir, on n'arrêtera pas de marcher) «vive l'Algérie hora dimokratya» (vive l'Algérie libre et démocratique) . «Le but du Hirak est très clair

c'est celui de donner le pouvoir au peuple» pouvions-nous lire sur les pancartes. Comme à l'accoutumée, les marcheurs ont appelé la justice à poursuivre son travail de lutte contre la corruption et la récupération des fonds dérobés brandissant des banderoles sur lesquelles étaient écrit : «Silmiya, silmiya», «application des articles 7 et 8 de la Constitution» stipulant que «le peuple est source de tout pouvoir». D'autres groupes parmi les manifestants criaient

«al sabi'a wa thamina» (le 7 et le 8) en référence, toujours, aux articles 7 et 8 de la Constitution. Affichant leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications, les citoyens scandaient : «manhabssouch hata terahlou ga3» (on n'arrêtera pas jusqu'à ce que vous partiez tous). En outre, lors de ce 28^e mardi, ils ont revendiqué la «lutte contre la corruption» et «l'instauration d'un Etat démocratique et de droit». Réclamant

le «déracinement de la corruption à tous les niveaux» et le «jugement de tous les responsables de la crise que vit le pays», les manifestants ont exigé à travers leurs slogans «le respect de la volonté populaire». Les participants à cette marche ont appelé à un consensus entre les différentes franges de la société et de la scène politique, idéologique et culturelle afin de sortir de la crise actuelle et réaffirmé leur «refus de dialoguer avec les résidus du systè-

me», «on ne veut dialoguer ni avec Bensalah, ni Bedoui, ni Karim Younes, ils font tous partie des symboles de l'ancien système, on veut des têtes nouvelles, des personnes du peuple fiables qui transmettront et prendront en considération nos revendications», indiquent les marcheurs de cette 28^e manifestation soutenant que «c'est au peuple que revient le droit de choisir les personnes qui le représente et de choisir son président».

T. K.

Transport universitaire

Grève des travailleurs du groupe Tahkout à Constantine

Au total, 464 travailleurs du groupe Tahkout de transport universitaire sont entrés, mardi, en grève «illimitée» à Constantine pour appuyer des revendications salariales. Des dizaines de travailleurs (chauffeurs, mécaniciens, tôliers et agents de sécurité) ont observé ce débrayage pour revendiquer le versement de leurs salaires des mois de juillet et d'août 2019, et ce au niveau de la localité El Karia, entre la nouvelle ville Ali-Mendjeli et la commune d'El Khroub, lieu de stationnement des bus de transport universitaire relevant du groupe Tahkout. Les protestataires avaient, selon eux, adressé le 28 août dernier un préavis de grève au gestionnaire du groupe Tahkout

pour des motifs en rapport avec leurs salaires «bloqués depuis 2 mois pour des raisons illogiques». Les travailleurs grévistes se sont dits «déterminés» à poursuivre leur mouvement de grève jusqu'à la satisfaction des revendications, et réclament «l'intervention des pouvoirs publics pour régulariser leur situation» et leur permettre de subvenir aux besoins de leurs familles essentiellement en cette période de rentrée scolaire. Saluant les démarches entreprises par la justice contre les personnes impliquées dans la dilapidation des deniers publics, un des représentants des grévistes, Lamine Mazi a indiqué que «les travailleurs du groupe qui ont fait preuve de patience, réclament aujour-

d'hui le versement de leur dû pour pouvoir vivre, car ne possédant aucun autre revenu». Pour sa part, Chaâbane Bounah, un chauffeur gréviste a indiqué que les travailleurs sont «conscients des problèmes de l'entreprise», mais ne comprennent pas pourquoi la régularisation de leur situation financière tarde à se faire d'autant que «les pouvoirs publics ont désigné des experts financiers pour la gestion des groupes dont les patrons ont été incarcérés pour des affaires de corruption». Des responsables du groupe Tahkout de transport universitaire de Constantine ont indiqué que le versement des salaires des mois de juillet et août devrait avoir lieu «jeudi prochains».

Kamel N.

Béjaïa

La communauté universitaire se mobilise encore

La communauté universitaire de Béjaïa n'a pas raté encore son rendez-vous hebdomadaire hier. Pour la 28^e fois consécutive voire plus, elle a manifesté son opposition au régime et en faveur d'un changement politique radical de nature à mettre fin à la crise que traverse indéfiniment le pays. La foule a investi la rue arborant des banderoles, emblème national, emblème identitaire, des pancartes avec des slogans et a parcouru des centaines de mettre scandant des slogans hostiles au régime comme chaque mardi. Les manifestants ont réitéré encore une fois leurs revendications pour la refondation de l'Etat, l'ins-

tauration d'un Etat de droit, démocratique, social et civil. Des milliers d'étudiantes, étudiants, enseignants, travailleurs appuyés par des citoyens ainsi que par la société civile ont montré qu'ils sont déterminés à poursuivre le combat et imposer le changement exigeant le départ des symboles du régime, à l'origine du chaos politique et économique du pays depuis des lustres. La foule a clairement signifié sa revendication en faveur de «l'instauration d'une deuxième république démocratique, populaire et la consécration d'un Etat de droit». «Dawla madania machi askaria», «Ulac l'vote ulac : pas d'élec-

tions», «Système dégage», «Pouvoir dégage», «Marhala intilikalia», «Siyada chaâbia», «Dawla madinia», «Ya h'na yentouma maranèche habssine». Ce sont les slogans scandés hier par la foule qui était plus importante que les quelques manifestations précédentes. Des slogans hostiles au panel de dialogue et médiation de Karim Younés ont également été scandés : «Karim Younés ne nous représente pas», scandaient à tue-tête les manifestants qui scandaient aussi des slogans hostiles aux élections en réponse à la proposition de convocation du corps électoral pour bientôt. «Nous poursuivrons le combat sans

relâche pour faire échec aux plans sournois du pouvoir qui veut se maintenir». Pour un autre : «les conditions ne sont pas encore réunies pour mener un dialogue sérieux et aller aux élections dans l'état actuel des choses c'est un déni». «La communauté universitaire est pour une transition démocratique et l'instauration d'un Etat de droit», lit-on sur une banderole arborée en tête du cortège par les manifestants comme chaque mardi. Notons qu'un rassemblement de protestation a eu lieu dans la matinée devant la bibliothèque principale de la wilaya. Les manifestants protestaient contre une conférence organisée

par l'Ecole El Khaldounia. Les manifestants suspectaient cette association qui a invité des personnalités locales connues pour leur accointance avec le pouvoir de tenter de récupérer le mouvement et d'activer en faveur du pouvoir et du panel de dialogue et de médiation. Des slogans hostiles au régime et ses symboles ainsi qu'à l'encontre du panel de médiation et de dialogue ont été scandés par les centaines de manifestants qui répondaient à l'appel qui a été lancé sur les réseaux sociaux.

Hocine Cherfa

Pétrole

Le Brent à plus de 58 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole baissaient hier en cours d'échanges européens, alors que des estimations font état d'une augmentation de la production de l'Opep et que le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis continue à se faire sentir.



Ph/D. R.

Par Salem K.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 58,32

dollars à Londres, en baisse de 0,58% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en octobre s'échangeait à 54,49 dollars, soit 1,11% de moins que

la veille. «L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a augmenté sa production en août pour la première fois cette année, ce qui a pesé sur les cours du pétrole», a expliqué

Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. Selon une estimation de l'agence Bloomberg, la production de l'Opep a augmenté de 200.000 barils par jour le mois dernier, pour atteindre une production totale de 29,99 millions de barils par jour (mbj). Selon Eugen Weinberg, analyste pour Commerzbank, «il faudra une grande discipline de production de la part de l'Opep et de ses alliés pour protéger les prix du pétrole d'une autre baisse, surtout vis-à-vis des craintes de la demande» qui planent dans un contexte de tensions commerciales. La Chine et les Etats-Unis continuent de s'affronter dans un conflit commercial, et ce malgré un ton plus conciliant de part et d'autre la semaine dernière. Pour Sukrit Vijayakar, analyste chez Trifecta Consultants, l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane chinois et américains a «renforcé les craintes d'un possible contrecoup négatif sur la croissance mondiale et donc sur la demande en brut». Des droits de douane supplémentaires

frappant des milliards de dollars de produits chinois sont en effet entrés en vigueur dimanche aux Etats-Unis. Donald Trump se montrant déterminé à arracher à Pékin un accord commercial. Ces surtaxes de 15% portent sur une partie des 300 milliards de dollars de biens importés du géant asiatique qui avaient été jusqu'alors épargnés par les précédentes mesures américaines. Pékin a rétorqué en augmentant des tarifs douaniers sur 75 milliards de dollars de biens américains en deux temps, avec une première échéance à la même date du 1er septembre. Le pétrole brut américain fait partie des produits visés, voyant sa taxe d'importation en Chine augmenter de 5%.

S. K./APS

Changes

La livre sterling au plus bas depuis octobre 2016 face au dollar

La livre sterling est tombée hier à un plus bas en trois ans face au dollar, avant une rentrée parlementaire britannique à haut risque pour la majorité comme pour l'avenir du pays à l'heure du Brexit. Vers 08h45 GMT (09h45 à Alger), la livre perdait 0,57% face au billet vert, à 1,1997 dollar, et 0,37% face à l'euro, à 91,26 pence pour un euro. Vers 07h50 GMT, elle est tombée jusqu'à 1,1959 dollar, un niveau plus vu depuis un crash éclair en octobre 2016. L'euro, de son côté, perdait 0,21% face au dollar, à 1,0947 dollar, après être tombé durant la séance asiatique à 1,0931, un niveau plus vu depuis

mai 2017. «L'incertitude du Brexit atteint de nouveaux sommets et plombe à la fois la livre et l'euro», a commenté Kit Juckes, analyste pour la Société générale. Le Premier ministre britannique Boris Johnson va devoir faire face mardi à la fronde de députés de son propre parti conservateur hostiles à un Brexit sans accord. Un premier vote autour du calendrier du Brexit doit avoir lieu dans la soirée à la Chambre des communes. Si son issue est négative pour le gouvernement, Boris Johnson présentera dans la foulée une motion pour organiser des élections législatives le 14 octobre, selon un respon-

sable gouvernemental. Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord est le scénario cauchemardesque des milieux d'affaires, ce qui pèse sur la livre, mais la perspective d'élections n'est pas non plus jugée comme une solution rassurante. «Entre un Brexit sans accord et une possible administration dirigée par Jeremy Corbyn (le leader travailliste, bête noire des milieux économiques), les investisseurs sont obligés de se prononcer sur le type de poison qui sera le moins nocif», a souligné Michael Hewson, analyste pour CMC Markets. Dans ce contexte, la devise britannique devrait rester

«extrêmement volatil», selon Naeem Aslam, analyste pour Think Markets. Selon lui, si la livre dispose encore d'un potentiel de baisse, elle est également survendue, ce qui rend un rebond possible. Les cambistes surveilleront par ailleurs un autre vote dans la journée, celui des militants du Mouvement 5 Etoiles (antisystème) en Italie. Si ceux-ci approuvent la coalition formée entre le M5S et le Parti démocrate (centre gauche), cela pourrait bénéficier à la devise unique, mais un rejet risque de la pénaliser, ont expliqué Lee Hardman et Fritz Louw, analystes pour MUFG. **Mahi O.**

Suisse
Les prix à la consommation en hausse de 0,3% en août

LES PRIX à la consommation en Suisse se sont accrus de 0,3% sur un an en août, a annoncé mardi l'Office fédéral de la statistique (OFS), stagnant cependant à court terme. Pour le mois écoulé, l'indice des prix à la consommation, calculé sur une base 100 arrétée à décembre 2015, s'est établi à 102,1 points, a indiqué l'OFS dans un communiqué. En rythme mensuel, les prix sont restés néanmoins stables par rapport au mois de juillet, sous l'effet de tendances contraires, a précisé l'OFS. Si les tarifs des transports aériens, des forfaits de voyage à l'étranger ainsi que pour certains services hospitaliers ont baissé, les prix pour l'habillement et les chaussures ont augmenté. Les loyers ont également renchéri. En variation mensuelle, les prix des produits fabriqués en Suisse tout comme les produits importés ont fait du sur place par rapport au mois de juillet, a détaillé l'OFS. Après une phase de baisse des prix qui avait suscité des craintes quant à un risque de déflation, les prix à la consommation en Suisse ont retrouvé une pente ascendante, augmentant de 0,5% en 2017 et de 0,9% en 2018. En juin, la Banque nationale suisse (BNS) avait relevé sa prévision d'inflation pour 2019, l'évaluant à 0,6% (contre 0,3% auparavant). Elle doit faire le point sur ses estimations lors de sa prochaine réunion trimestrielle de politique monétaire, qui se tiendra le 19 septembre.

Agences

Chine

Hausse des nouveaux prêts libellés en yuan pour l'économie réelle

La Chine a connu un renforcement du soutien financier pour son économie réelle, avec une augmentation plus rapide des nouveaux prêts libellés en yuan sur les sept premiers mois de l'année. Les prêts en cours soutenant les activités de l'économie réelle se sont élevés à 10 800 milliards de yuans (1 500

milliards de dollars) durant la période, en hausse de 780 milliards de yuans par rapport à la hausse de janvier à juillet 2018, selon la Commission de contrôle des banques et des assurances. Les infrastructures, un des secteurs clés du soutien financier, ont rapporté une croissance des prêts en cours de 1.700 milliards

de yuans. Le secteur de hautes technologies, la modernisation de la fabrication et les services sociaux ont reçu un financement important. Les prêts inclusifs aux petites et micro-entreprises ont grimpé de 26,5% de janvier à juillet, tandis que leur coût général de financement a baissé de plus d'un point de pourcentage.

La Chine a accéléré ses efforts pour améliorer l'efficacité financière pour l'économie réelle, avec des mesures ciblées visant à élargir les pistes de financement et à réduire le coût de financement pour les petites et micro-entreprises.

A. Y.

Brexit

Les entreprises exportatrices au Royaume-Uni doivent se préparer

Les quelque 20 000 entreprises françaises qui exportent au Royaume-Uni doivent obligatoirement se préparer au Brexit, avec ou sans accord, si elles ne veulent pas perdre de temps à la frontière après le 31 octobre, a prévenu hier la secrétaire d'Etat à l'Economie Agnès Pannier-Runacher. «C'est obligatoire de

se préparer» pour les entreprises afin qu'elles «ne perdent pas de temps. Le Brexit est une décision qu'a prise le peuple britannique, donc ça va se poser d'une manière ou d'une autre», a déclaré Pannier-Runacher sur BFM Business, avant une réunion de sensibilisation des entreprises au Brexit prévue dans l'après-midi à

Bercy. Quelle que soit la forme, avec ou sans accord, que prendra le Brexit, «cette préparation ne fait qu'organiser les relations avec le Royaume-Uni, donc on ne perd pas de temps», a-t-elle estimé. «Le point essentiel, c'est la frontière intelligente pour les entreprises qui exportent» c'est à dire «la dématérialisation des for-

malités de passage aux douanes» préparées en amont par les transporteurs, a détaillé Mme Pannier-Runacher. Vendredi, le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin, en charge des Douanes, a inauguré à Calais le nouveau système de transit qui va être testé durant un mois.

R. E.

Mila

Production prévisionnelle de 724 00 quintaux de pomme de terre

■ La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila prévoit la réalisation d'une production de 724 000 quintaux de pomme de terre, au titre de la saison agricole en cours, a-t-on appris auprès de cette même direction.

Par Nassima A.

« Une surface agricole de plus de 940 ha a été consacrée cette année pour l'ensemencement de la pomme de terre à travers la wilaya, concentrée notamment dans la zone Sud de la wilaya, à l'instar des communes de Telegghema, Ouled Khelouf et Oued Segouene », a précisé la même source.

Depuis le lancement de la campagne de récolte, fin juin dernier, 259 600 quintaux ont été produits sur une superficie estimée à 648 ha, avec un rendement moyen de 400 quintaux/ha, a ajouté la même source, soulignant que l'opération se poursuit jusqu'à la fin septembre en cours.

Le rendement moyen de la production enregistrée au titre de cette saison dans la wilaya de Mila est jugé « important » et avoisine celui recensé l'année précédente estimé à 435 quin-



taux/ha, a-t-il fait savoir, rappelant que la surface consacrée à

ce légume, au titre de cette campagne agricole, s'élève à

1.069 ha. « La baisse de la superficie consacrée à la plan-

tation de la pomme de terre dans cette région est due à l'orientation des producteurs vers d'autres filières notamment celle de l'ail, ce qui a réduit la surface consacrée à cette culture », a fait savoir la même source.

Selon ce même responsable, l'opération d'ensemencement de la pomme de terre d'arrière-saison qui a touché plus de 200 ha, se déroule dans de bonnes conditions, dont 80 ha ont été jusqu'à présent réalisés.

La production de la pomme de terre d'arrière-saison, a encore précisé la même source, contribuera à l'augmentation de la récolte globale qui enregistrera ainsi une quantité supplémentaire estimée à 54 500 quintaux.

N. A./APS

Annaba

Réception de nouvelles infrastructures au pôle urbain de Draâ Errich

La nouvelle rentrée scolaire 2019-2020 dans la wilaya d'Annaba sera marquée par la réception des nouvelles infrastructures scolaires réalisées au pôle urbain de Draâ Errich, relevant de la commune de Oued Aneb, dont 3 écoles primaires et 1 CEM, a-t-on appris du directeur de l'Education, Mohamed El Ayachi. « Ces acquis scolaires seront renforcés durant le premier mois de cette nouvelle saison scolaire par un lycée qui sera réceptionné au niveau du pôle urbain, en attendant le parachèvement du reste des travaux », a ajouté le respon-

sable. Il a assuré que la priorité dans les préparatifs de cette rentrée a été accordée à la création d'infrastructures éducatives dans les nouveaux pôles urbains et à la couverture des besoins en matière de restauration et de transport scolaire. Le responsable a également indiqué que quatre bus ont été consacrés pour assurer le transport scolaire au niveau du pôle urbain de Draâ Errich qui a connu de vastes opérations de relogement. Dans ce contexte, un grand bus de transport des élèves du cycle secondaire sera réservé temporairement pour le déplace-

ment des apprenants du lycée de la commune de Berrahal en attendant la réception, « au cours des premières semaines de cette nouvelle rentrée d'une structure similaire en réalisation au même pôle », a fait savoir la même source. Ces infrastructures permettront de porter le nombre des établissements scolaires de la pôle urbain, destiné à accueillir plus de 50 000 habitants, à 6 écoles primaires, 2 CEM en plus d'un lycée en voie de réception, a souligné le directeur local de l'Education. D'autres projets de construction, d'aménagement et d'extension de

structures relevant de ce secteur sont en cours de concrétisation dans les nouveaux pôles urbains à l'instar de ceux de Kalitoussa dans la localité de Berrahal, de Bouzaâroura à El Bouni et Ain Djebara dans la commune de Sidi Amar, a précisé M. El Ayachi. Le secteur de l'éducation de la wilaya d'Annaba va accueillir cette année un total de 151 000 élèves, dont 5 008 nouveaux inscrits répartis sur 308 établissements scolaires à savoir, 238 écoles primaires, 90 CEM et 40 lycées, a-t-on signalé.

Samy Y.

Sidi Bel-Abbès

Ouverture prévue de 10 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation sera renforcé dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès par l'ouverture de dix nouveaux établissements scolaires au titre de la rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris auprès de la direction du secteur. Ces structures éducatives seront ouvertes dans diverses régions de la wilaya, notamment les nou-

velles cités d'habitation intégrées. Parmi ces établissements figurent sept écoles primaires qui s'ajoutent aux 291 écoles réparties à travers les différentes régions de la wilaya, dont deux écoles au chef-lieu de wilaya, précisément à la zone urbaine du chemin de Tessala et au site AADL Bosquet, deux écoles à

Telmouny, une à Sidi Dahou, une à Sidi Ali Benyoub et une école à Toudoumout. Il est prévu également l'ouverture d'un CEM à Hai Boumlik de la commune de Sidi Bel-Abbès qui s'ajoutera aux 104 CEM opérationnels outre l'ouverture de deux lycées à Sidi Lahcen et Daya. Le nombre total des lycées est de 51 établisse-

ments. Par ailleurs, il est attendu la réception d'autres établissements en cours de réalisation à l'instar d'un CEM à Telmouny, deux lycées à Sidi Bel-Abbès et Telmouny. Un état d'avancement appréciable des travaux est enregistré, selon la même source.

N. T.

Axe Chiffa-Médéa

Entame de la phase finale de construction du pont métallique de «oued-Atteli»

La construction du pont métallique, réalisé dans le cadre du projet de modernisation de l'axe Chiffa-Médéa a atteint sa phase finale avec la pose de la dernière partie de cet ouvrage d'art long de plus de 530 mètres, a-t-on appris lundi d'un responsable de l'entreprise de réalisation d'ouvrage d'art «Sapta». « Cette opération délicate, effectuée à l'aide

d'un système de poussée hydraulique, concerne un linéaire de 40 mètres et devrait durer entre deux et trois jours pour faire la jonction avec un tronçon de cet axe routier déjà parachévé, situé au lieu-dit Oued-Atteli, à la sortie sud de la commune d'El-Hamdania », selon les explications fournies par le même responsable. Les travaux de finition

et de pose du tablier de cet imposant ouvrage d'art métallique, qui surplombe l'ancien tracé de la route nationale 1, devraient être entamés courant septembre, a-t-il dit. La jonction avec le second et dernier ouvrage d'art, encore en construction sur cet axe, interviendront, « au plus tard au mois d'octobre », ajoutant que des dispositions ont

été prises afin d'accélérer les travaux de construction au niveau de cet ouvrage pour permettre son exploitation dans les meilleurs délais possibles. Des instructions fermes ont été données par le chef de l'exécutif lors de son déplacement, sur site pour livrer ces deux ouvrages, avant la fin de l'année.

Y. H./APS

Laghouat Récupération de plus de 50 ha de foncier industriel inexploité

UNE SUPERFICIE de 51 hectares inexploitée attribuée dans le cadre de l'investissement industriel a été récupérée dans la wilaya Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Cette surface englobe 117 parcelles de terrain réparties sur la zone industrielle «Bouchaker» (commune de Laghouat) et les zones d'activité d'Alfou, d'El-Assafia et de Hassi R'mel, a-t-on précisé. Dans le cadre de la même opération, 35 titres de concession, dont leurs bénéficiaires n'ont pas respecté les délais contractuels, ont été résiliés, 17 actes seront transmis aux instances judiciaires et 18 autres seront annulés conformément aux procédures administratives, a-t-on indiqué de même source. Le nombre de projets d'investissement résiliés depuis le début de l'opération s'élève à 151 projets non lancés, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, la wilaya de Laghouat a bénéficié, au titre du programme sectoriel de 2019, d'un montant estimé à 1,5 milliard DA (deuxième tranche) pour réaliser l'extension de la zone industrielle Bouchaker. Une enveloppe de 320 millions DA a été consacrée également à l'aménagement de la Zone d'expansion touristique (commune de Laghouat) qui sera mise à la disposition des promoteurs pour concrétiser leurs projets, selon la même source.

R. R.

Présidentielle tunisienne

26 candidats en campagne électorale

■ La campagne électorale de l'élection présidentielle tunisienne a débuté et se poursuivra jusqu'au 13 septembre 2019, sur fond d'intenses activités prévues par les 26 candidats retenus pour ce scrutin présidentiel anticipé du 15 septembre prochain.

Par Fella Y.

Après le démarrage de la campagne à l'étranger le samedi 31 août, les 7,2 millions d'électeurs tunisiens seront courtisés durant les dix jours de campagne par les prétendants à la magistrature suprême qui comptent sillonner le pays et les villes européennes où réside la diaspora pour les inciter à voter le jour «J». Le collage des affiches dans les espaces réservés a commencé à partir de dimanche minuit, a indiqué l'agence TAP, ajoutant que l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) a mis en place 310 centres et 391 bureaux de vote dans les six circonscriptions à l'étranger pour les 387 000 électeurs inscrits. Le scrutin présidentiel dans les circonscriptions électorales à l'étranger est prévue les 13, 14 et 15 septembre prochains. Un tirage au sort relatif au passage des candidats à l'élection présidentielle anticipée de 2019 sur la Télévision nationale, dans des spots d'expression directe a été organisé.

Les séances d'enregistrement avec les candidats auront lieu les 4 et 5 septembre et la diffusion commencera le 10 septembre à 19h30 et se poursuivra jusqu'au 13 septembre. Une première en Tunisie et dans les pays arabes, des débats électoraux seront organisés à partir de la deuxième semaine de la campagne.

Les débats électoraux sont réalisés en partenariat entre les établissements de la Télévision et de la Radio tunisiennes, les radios et télévisions privées à l'initiative de «Munathara», un



forum de débats arabes ouverts basé à Tunis. Les débats démarrent la deuxième semaine de la campagne et seront déclinés en trois émissions d'une durée de deux heures et demie chacune. Pour chaque émission, 10 candidats seront présents.

L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (Isie) a fixé les règles de la campagne électorale pour la présidentielle qui consistent, pour l'essentiel, en la neutralité de l'administration, des lieux de culte et des médias nationaux et le rejet de tout discours incitant à la haine, la violence, l'intolérance et à la discrimination sur la base de la religion, de la race, de l'ethnie et du genre.

L'Isie a annoncé, samedi, la liste définitive des 26 candidats à l'élection présidentielle anticipée. Lors d'une conférence de

presse samedi, le président de l'Isie, Nabil Baffoun, a indiqué que le conseil de l'Instance, réuni après l'expiration des délais de retrait des candidatures, a examiné les dossiers complets des candidats.

Ainsi, après les jugements rendus par le Tribunal administratif, l'Instance a dévoilé la liste définitive des candidatures retenues. Il s'agit de celles de Monji Rahoui, Mohamed Abbou, Abir Moussi, Nabil Karoui, Mohamed Lotfi Mrailhi, Mehdi Jemâa, Hamadi Jebali, Hama Hammami, Mohamed Moncef Marzouki, Abdelkarim zbidi, Mohsen Marzouk, Mohamed Sghaier Nouri, Mohamed Hechmi Hamdi, Abdelfattah Mourou, Omar Mansour, Youssef Chahed, Kais Saïd, Elyes Fakhfakh, Slim Riahi, Salma Elloumi, Saïd Aïdi, Ahmed Safi Saïd, Neji Jalloul, Hatem Boulabiar, Abid Briki et Seïfeddine Makhlof.

F. Y.

Libye

Suspension des vols à Tripoli pour raisons de sécurité

L'AUTORITÉ libyenne de l'aviation civile a annoncé la suspension sine die du trafic aérien à l'aéroport international de Mitiga, le seul opérationnel dans la région de Tripoli pour raisons de sécurité. Tous les vols ont été transférés vers l'aéroport international de Misrata, situé à environ 200 km à l'est de Tripoli, a déclaré Nasr-Adin Chayeb al-Ain, le directeur de l'Autorité de l'aviation civile cité par l'agence Xinhua. Cette décision survient moins de 48 heures après que l'aéroport de Mitiga a été visé par des bombardements qui ont fait plusieurs blessés et endommagé un avion. Cette attaque a été condamnée dimanche par la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), notant que c'est la septième fois depuis la fin juillet que cet aéroport est touché par de tels bombardements. «Ces attaques vicieuses visent à semer la panique, à créer le chaos et à perturber les opérations dans le seul aéroport opérationnel de Tripoli», a-t-elle dénoncé dans un communiqué. Le gouvernement libyen soutenu par l'ONU est engagé dans un conflit meurtrier depuis début avril dans la région de Tripoli avec l'Armée nationale libyenne (ANL), la puissante milice basée dans l'est du pays, qui tente de prendre la capitale et de renverser le gouvernement de Fayez Sarraj. La Libye est plongée dans l'insécurité et le chaos depuis la chute de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011.

T. Kh./APS

Lutte des Sahraouis pour le droit à l'autodétermination

Le président tanzanien réitère le soutien de son pays

Le président tanzanien, John Magufuli, a réitéré le soutien ferme de son pays à la lutte légitime du peuple sahraoui pour accéder à son droit à l'autodétermination et à son indépendance. Ce soutien a été réaffirmé lors d'une cérémonie officielle durant laquelle Mahdjoub Sidina a présenté ses lettres de créance au président John Magufuli, en sa qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe sahraoui démocratique en République Unie de Tanzanie, avec résidence à Dar es-Salaam. Avant d'être présenté au président tanzanien par le directeur du protocole pour la remise des lettres de créance et après avoir examiné un détachement de la garde d'honneur exécutant les hymnes nationaux des deux pays, l'ambassadeur sahraoui a signé le livre d'honneur de la présidence de la République Unie de Tanzanie. Mahdjoub Sidina a transmis au président John Magufuli les salutations chaleu-

reuses du président Brahim Ghali, soulignant qu'il a été chargé de «préserver et de développer les relations historiques et bonnes existant entre la RASD et la Tanzanie». L'ambassadeur a saisi, cette occasion, pour féliciter le président et le peuple tanzaniens pour «le grand succès du 39^e sommet de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) tenu à Dar Es Salaam les 17 et 18 août 2019». «Nous considérons que votre succès et celui de la SADC en général est notre succès», a tenu à ajouter le diplomate sahraoui. Dans le même ordre d'idées, l'ambassadeur sahraoui a remercié, en outre, au nom du gouvernement et du peuple sahraouis, la solidarité ferme et permanente de la SADC avec la RASD, affirmant que «la résolution adoptée par le 39^e Sommet de l'organisation nous rappelle le rôle important joué en Afrique australe par le groupe de pays de première ligne de l'époque lors de la lutte de libération contre

l'apartheid». L'ambassadeur a réitéré au président les condoléances du gouvernement et du peuple sahraoui pour le tragique accident survenu le 10 août dans la ville de Morogoro, faisant plus de 150 victimes, y compris des blessés et des morts. De son côté, le président

John Magufuli, qui a confié à l'ambassadeur le soin de transmettre ses chaleureuses salutations au président Brahim Ghali, réaffirmant la position traditionnelle de la Tanzanie face à la cause sahraoui. «Depuis le président Julius Nyerere, la Tanzanie a toujours soutenu votre cause et

continuera à le faire», a assuré le chef d'Etat tanzanien. Il a également évoqué, à ce propos, la solidarité permanente de la SADC incarnée dans la résolution adoptée par son 39^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

R. M.

Mauritanie

Les pluies diluviennes font des centaines de sans-abri

EN MAURITANIE, une semaine après les inondations qui ont endeuillé la ville de Selibaby, dans le sud-est du pays, avec trois morts par noyade, la situation des populations sinistrées est toujours difficile. Une situation compliquée notamment pour les sans-abri logés dans des endroits souvent sans eau potable, ni toilettes. Les quartiers de Sélilaby sont encore traversés par des ruissellements d'eau, ce qui rend difficile l'accès des secours aux populations sinistrées. Les pluies diluviennes de ces derniers jours ont laissé 600 familles sans abri. C'est le cas de Lama Aïcha : «Notre petite maison a été détruite. L'eau a tout emporté. Vous voyez, nous sommes submergés». Bechir Hamed, un autre habitant de la capitale du Guidimakha, cherche à s'abriter lui et ses enfants après l'effondrement de leur habitation : «Il y a eu beaucoup, beaucoup d'eau. Tout le quartier de la mosquée a été inondé. Les eaux ont tout rasé». Les autorités ont lancé la distribution de l'aide alimentaire et des tentes, mais l'aide arrive encore trop lentement aux plus éprouvés. Pour Mohamed Vall Mekhallé, maire de Selibaby : «Le besoin immédiat de ces populations reste la prise en charge par la mise en place de tentes, de la nourriture, du contenu des literies, du matériel sanitaire, là où sont logées ces familles dans les écoles. Les écoles n'ont pas de sanitaires, n'ont pas d'eau potable». La semaine dernière, plusieurs membres du gouvernement se sont rendus rapidement à Selibaby pour constater les dégâts et coordonner les premiers secours.

RFI



Kaboul

16 morts dans une attaque talibane durant une visite de l'émissaire américain

■ Au moins 16 civils ont péri dans un attentat revendiqué par les talibans qui a secoué Kaboul tard lundi, au moment où Washington s'efforce de mettre un point final à un accord de paix avec les insurgés.

Par Rosa C.

La déflagration, qui a été suivie de tirs d'armes à feu et de l'explosion d'une station-service, s'est produite près du vaste complexe de Green Village, qui abrite des agences d'aide et des organisations internationales. «L'explosion a été causée par un tracteur chargé d'explosifs», a précisé tôt hier un porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi, ajoutant que 119 personnes avaient également été blessées. Les talibans ont revendiqué l'attaque, menée selon leur porte-parole Zabihullah Mujahid par un kamikaze et un commando. Il s'agit de leur troisième action d'ampleur en autant de jours. Ils avaient déclenché samedi une offensive pour tenter de s'emparer de la ville stratégique de

Kunduz, dans le nord du pays, suivie d'une opération à Pule Khumri, la capitale de la province voisine de Baghlan, avant d'en être repoussés. L'attentat à Kaboul s'est produit au moment même où la télévision afghane diffusait une interview de l'envoyé américain Zalmay Khalilzad, dans laquelle il évoquait l'accord de paix en cours de négociation avec les talibans. L'analyste pakistanais Rahimullah Yousufzai ne voit rien d'étonnant à ce que les talibans recourent à de tels actes de violence tout en négociant parallèlement la paix avec les Américains. «Faire pression fait partie de la stratégie des talibans. Ils sont convaincus que c'est grâce à leur puissance militaire et à leurs attentats que les Américains ont été contraints de

leur parler», a-t-il dit à l'AFP. «C'est l'arme qu'ils ont entre leurs mains et ils vont continuer de l'utiliser jusqu'à qu'ils atteignent leurs objectifs», estime-t-il. L'attentat a provoqué la fureur des résidents du quartier, qui ont protesté tôt hier, brûlant des pneus et bloquant une artère à proximité du site de l'explosion. Selon eux, la présence d'étrangers fait courir un grave danger aux habitants, qui ont déjà subi plusieurs attaques. «Nous voulons que ces étrangers quittent notre quartier. Ce n'est pas la première fois que nous souffrons à cause d'eux. A chaque fois qu'ils sont visés, nos hommes, femmes et enfants sont tués. Nous ne voulons plus d'eux ici», a déclaré à l'AFP l'un d'eux, Abdul Jamil. Ces événements ont coïncidé avec l'arrivée dimanche soir à Kaboul de M. Khalilzad, ancien ambassadeur américain en Irak et en Afghanistan, et lui-même d'origine afghane. Il s'est entretenu dès son arrivée avec le président Ashraf Ghani pour faire le point à l'issue du 9^e cycle de négociations avec les talibans conclu quelques heures auparavant à Doha (Qatar). Cela fait un an que M. Khalilzad discute d'un compromis avec les insurgés pour tenter de mettre fin à 18 ans de guerre en Afghanistan, et un accord historique en ce sens est désormais considéré comme



PH. > D. R.

imminent. M. Khalilzad a «montré» lundi au président un exemplaire du projet d'accord, selon des responsables gouvernementaux. Le gouvernement afghan a jusqu'ici été largement tenu à l'écart des pourparlers de Doha, les talibans arguant qu'il n'est qu'une marionnette de Washington. Un porte-parole du président, Sediq Sediqqi, a estimé lundi que «le plus important était que la violence des talibans s'arrête». Le texte prévoit que M. Khalilzad retirera ses forces de cinq bases militaires d'Afghanistan si les talibans tiennent leurs engagements, a révélé M. Khalilzad lundi lors de son entretien à la chaîne afghane

Tolo News. «Nous sommes tombés d'accord, si les conditions sont conformes à l'accord, que nous quitterons d'ici à 135 jours cinq bases dans lesquelles nous sommes présents actuellement», a-t-il ajouté. Quelque 14 000 militaires américains sont actuellement déployés en Afghanistan, selon le Pentagone, et le président américain Donald Trump a déclaré jeudi dernier qu'en cas d'accord, 8 600 soldats américains resteraient dans un premier temps dans le pays. En échange de ce retrait, les talibans devraient fournir des garanties en matière de lutte contre le terrorisme.

R. C.



Commentaire

Dialogue

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que de nombreux pays occidentaux tentent de garder le dialogue avec l'Iran, les États-Unis continuent de s'en prendre à ses alliés qui osent défier Washington en se rapprochant trop de Téhéran. Hier, le président iranien Hassan Rohani a d'ailleurs une fois de plus exclu des négociations bilatérales avec les États-Unis et averti que son pays réduirait comme prévu ses engagements en matière nucléaire à moins d'une percée dans les discussions avec les Européens d'ici deux jours. Téhéran et trois pays européens, France, Allemagne, Grande-Bretagne, tentent de sauver un accord conclu en 2015 et censé limiter le programme nucléaire iranien, après le retrait unilatéral des États-Unis en 2018 et le rétablissement de sanctions économiques américaines contre l'Iran. Les tensions n'ont cessé d'augmenter entre Téhéran et l'administration du président Donald Trump qui a adopté depuis son élection une politique très hostile à l'égard de l'Iran accusé de chercher à se doter de l'arme atomique malgré ses démentis. Mais fin août, lors du G7 en France, le président français Emmanuel Macron et son homologue américain avaient évoqué la possibilité d'une rencontre entre Donald Trump et Hassan Rohani. S'adressant au Parlement, Rohani a expliqué qu'il y avait «peut-être (...) eu un malentendu» sur la possibilité d'une telle rencontre. «Nous l'avons dit plusieurs fois et nous le répétons : aucune décision (n'a été prise) de tenir des négociations bilatérales avec les États-Unis», a déclaré Rohani, selon le texte de son discours au Parlement publié par le gouvernement. «Par principe, nous ne voulons pas de négociations bilatérales avec les États-Unis», a-t-il ajouté. Rohani a néanmoins indiqué que des discussions avec Washington pourraient avoir lieu, «comme par le passé» sur les questions nucléaires, dans le cadre du format «5+1», si les États-Unis lèvent leurs sanctions. Le format 5+1 correspond aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Grande-Bretagne, États-Unis, France et Russie) plus l'Allemagne, soit les six pays qui avaient négocié l'accord sur le nucléaire iranien qui avait mis fin à des années de tensions entre l'Iran et la communauté internationale. Après le retrait américain de l'accord et le rétablissement des sanctions, qui privent l'Iran des retombées économiques qu'il attendait de ce pacte, Téhéran a commencé à se désengager de certaines de ses promesses en vue de forcer les autres parties à l'aider à contourner les sanctions. «Si d'ici à jeudi ces négociations n'aboutissent à aucun résultat, nous annoncerons la troisième phase de réduction de nos engagements», a déclaré Rohani. Il a toutefois réaffirmé que ces mesures étaient réversibles et que les négociations pourraient continuer après la troisième étape. Téhéran malgré une rhétorique dure cherche ainsi visiblement à tendre la main à l'Occident pour tenter de redonner vie à l'Accord sur le nucléaire. Reste que la balle est dans le camp américain et que sans la bonne volonté de Washington la situation iranienne ne fera que se dégrader et risque de continuer à se détériorer tant que la Maison-Blanche refusera d'accorder crédit aux Iraniens et surtout à leur volonté de dialogue.

F. M.

Ouragan Dorian

Au moins cinq morts aux Bahamas, évacuations massives aux États-Unis

L'ouragan Dorian continuait hier de s'acharner sur les Bahamas, où il a fait au moins cinq morts, avec des vents d'une extrême violence, des vagues plus hautes que les toits de nombreuses maisons, et au moins 61 000 personnes ayant besoin d'aide alimentaire. Aux États-Unis, plusieurs millions de personnes en Floride, en Géorgie et en Caroline du Sud ont reçu l'ordre d'évacuer les côtes, que Dorian devrait frôler à partir d'hier soir. La Floride a commencé à sentir les effets de l'ouragan avec de fortes pluies et de possibles tornades hier, et le risque de crues subites et d'inondations va s'accroître, averti tôt hier le Centre national des ouragans américain (NHC). L'ouragan s'est affaibli dans la nuit et a été rétrogradé à la catégorie 3 par le NHC à 05h00 GMT mais devrait rester dangereux et les habitants des Bahamas ont reçu pour consigne de rester à l'abri. Il était passé lundi à 4 contre le niveau 5 maximum dimanche lorsqu'il a touché terre dans les îles Abacos dans le nord-est de l'archipel. Hier, il restait stationnaire, selon un dernier bulletin du NHC à 10h00 GMT, balayant l'île

de Grand Bahama dans le nord-ouest de l'archipel avec des pluies torrentielles et des vents à 195 km/h avec des rafales d'une vitesse parfois supérieure. Le Premier ministre des Bahamas, Hubert Minnis, a confirmé lundi la mort d'au moins cinq personnes dans les îles Abaco et évoqué une «tragédie historique» pour cet archipel des Caraïbes comprenant 700 îles au relief très plat, facilement submergé par les vagues de trois à six mètres de haut charriées par l'ouragan. Les autorités ont annoncé le début des opérations de secours «là où les conditions le permettent». Un SMS envoyé par une habitante de Grand Bahama, que l'AFP a pu consulter, témoignait de la détresse des habitants pris au piège de cet interminable cataclysme: «Nous sommes sous l'eau. Est-ce que quelqu'un peut nous aider ou nous envoyer de l'aide? S'il vous plaît. Moi, mes six petits-enfants et mon fils sommes dans le grenier», écrivait cette habitante, Kendra Williams. Selon des témoignages sur les réseaux sociaux, le niveau de l'eau atteignait par endroits la hauteur des toits. Les vagues déchaînaient le bois des habita-

tions. «Regardez-moi ça», témoignait un résident de l'île principale des Abacos Ramond A. King, dans une vidéo transmise à l'AFP montrant des rues inondées et jonchées d'arbres et de poteaux électriques arrachés. «Nous avons besoin d'aide, tout est par terre. Regardez mon toit, il s'est écroulé. Je suis en vie, grâce à Dieu. Je peux reconstruire». Au moins 61 000 personnes auraient besoin d'aide alimentaire, a estimé hier l'ONU qui s'appête à participer à deux équipes d'évaluation aux Bahamas, notamment avec des experts du Programme alimentaire mondial (PAM). La Croix-Rouge avait estimé lundi que quelque 13 000 maisons pourraient avoir été endommagées ou détruites et que l'ouragan a causé des «dégâts considérables» dans les îles Abacos et Grand Bahama. Après son passage dévastateur aux Bahamas, l'ouragan devrait longer les côtes américaines. Il «s'approchera dangereusement près de la côte est de la Floride cette semaine puis s'avancera dangereusement près des côtes de la Géorgie et de la Caroline du Sud», selon le NHC.

Clôture du Festival Diwane à Béchar

Hommage au Maâlem Mohamed Bahaz

■ Un hommage a été rendu, dans la soirée d'hier, à l'un des doyens de la musique et danse Diwane dans le pays, le Maâlem de Blida Mohamed Bahaz, lors de la clôture de la 12^e édition du Festival national culturel de cette musique traditionnelle algérienne qui s'est déroulée au complexe sportif «18-Février» de Béchar.

Par Nassima S.

C'est un «hommage à l'un des grands Maâlem du Diwane à l'occasion de la cérémonie de clôture de notre festival et ce, comme reconnaissance à cet artiste qui avait consacré une grande partie de sa vie à promouvoir cet art traditionnel», a indiqué commissaire du festival, Hamdani Amari. Le Maâlem Mohamed Bahaz, a qui l'on doit la partition karkabou du film «La Bataille d'Alger», production cinématographique algéro-italienne réalisée par le cinéaste Gillo Pontecorvo – dont la musique est du célèbre compositeur de musiques de film l'italien Ennio Moriconne –, est l'une des grandes figures du Diwane dans le pays qui, malgré son âge avancé (77 ans), continue à prendre part aux cérémonies



sacrées et profanes du Diwane, ainsi qu'à diverses manifestations artistiques et culturelles

nationales. De nombreux groupes de Diwane issus de plusieurs régions du pays prendront

part, aux côtés d'artistes de différents courants musicaux, à la cérémonie d'hommage prévue

Avec son jeu, ses chansons et mélodies

Le guitariste Lotfi Raina Rai charme le public bécharois

L'emblématique guitariste Lotfi Raina Rai a charmé samedi dernier le public à la première soirée de la 12^e édition du Festival culturel national de la musique et danse Diwane, avec son jeu, ses chansons et mélodies jouées avec dextérité. Jouant avec finesse et maîtrise de son instrument, Lotfi Raina Rai qui était accompagné des

cinq musiciens de son célèbre groupe Raina Rai, a réussi à séduire les spectateurs présents au complexe sportif du «18-Février». «Toul Atayla», «Diri latay ya Awali», ainsi que les autres tubes de ce mythique groupe de Sidi Bel Abbès, n'ont pas laissé le public indifférent. Les fans ont suivi avec joie le passage sur scène de ce talen-

teux guitariste qui a clôturé son spectacle en couleurs avec la participation de musiciens Diwane des villes d'Oran et de Ghardaïa, un tour de chant animé par le nouveau genre musical créé par Lotfi Raina Rai, en l'occurrence, le «Goumguitare», envoûtant le public présent, composé essentiellement de jeunes. «Le passa-

ge sur la scène du festival de Lotfi Raina Rai avec son nouveau genre, confirme le talent de ce musicien qui a donné énormément à la musique Rai et algérienne», ont indiqué des jeunes présents à la première soirée du festival dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales de la wilaya.

Lyès B.

Club «Mila Taqra»

Concours de la meilleure nouvelle «Plumes de Milev»

Le concours de la 3^e édition de la meilleure nouvelle, intitulé «Plumes de Milev», a été ouvert aux participants qui doivent adresser leurs œuvres à l'adresse électronique du club «Mila Taqra», ont indiqué lundi ses animateurs. Le concours est ouvert durant tout le mois de septembre aux participants devant présen-

ter leurs écrits, ont précisé les animateurs du club relevant de la maison de jeunes Mohamed-Ladraâ de la ville de Mila, initiateur de la manifestation, ajoutant que la nouvelle qui doit être écrite en arabe, ne doit pas dépasser les 500 mots et ne doit pas être publiée ou présentée auparavant. «Encourager l'écriture lit-

téraire et découvrir de jeunes écrivains en herbe sont les objectifs de ce concours», ont confié les animateurs du club Mila Taqra, soulignant que les participants doivent adresser leurs œuvres à l'adresse électronique du club. Un jury composé d'universitaires procédera à la sélection des 30 meilleures nou-

velles qui seront ultérieurement publiées dans un livre à éditer par les organisateurs du concours, a-t-on précisé. S'agissant des auteurs des trois meilleures nouvelles, ils seront distingués lors d'une cérémonie consacrée à l'annonce des résultats de la manifestation «Plumes de Milev 2019».

Salim N.

N. S.

Algérie/Unesco

Rabehi réaffirme l'engagement de l'Algérie à protéger son patrimoine immatériel

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi, a réaffirmé, avant-hier à Alger, «l'engagement de l'Algérie au respect de la Convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel». «L'Algérie, premier pays à avoir ratifié la convention, accorde un grand intérêt à son patrimoine culturel à travers son interaction positive avec les conventions internationales, d'autant qu'elle est engagée à respecter tous les éléments de ladite convention sur les plans politique, artistique et financier», a déclaré M. Rabehi qui a reçu le Secrétaire à la Convention, Tim Curtis, au siège du ministère de la Culture, en marge de sa parti-

icipation à la 7^e réunion annuelle des centres régionaux activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Concernant la tenue à Alger de la 7^e réunion annuelle des centres régionaux activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, le ministre a estimé que «cette rencontre est une opportunité pour l'échange d'expertises et se veut une continuité de précédentes rencontres à l'instar de celles tenues en 2015 et 2019». «L'Algérie est un grand pays, riche d'un patrimoine culturel très intéressant qui jouit de la reconnaissance des pays et des organisations concernés par la sauvegarde du patrimoine», a-t-il soutenu, ajoutant que «l'Algérie s'apprête à obtenir une recon-

naissance supplémentaire d'autres éléments de son patrimoine immatériel». Réaffirmant l'attachement de l'Algérie à la démarche «d'instruction de la société pour lui faire connaître les potentialités culturelles du pays», et à «l'aide des pays africains dans le domaine culturel», M. Rabehi a souligné «l'impératif de promouvoir la culture pour le rapprochement et la connaissance entre peuples et, partant, l'instauration de la sécurité et de la paix». De son côté, Tim Curtis a exprimé sa joie de se trouver en Algérie, estimant que «l'Algérie joue un rôle prépondérant, de par son soutien à l'Afrique, notamment à travers son centre régional de sauvegarde du patrimoine immatériel en Afrique, mais aussi

dans le domaine de la culture en général». L'Algérie a abrité, les 2 et 3 septembre, la 7^e réunion annuelle des centres de catégorie 2 activant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel, sous l'égide de l'Unesco. Adoptée par la Conférence générale de l'Unesco le 17 octobre 2003 et entrée en vigueur en 2006, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel vise la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés et la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance de ce patrimoine.

Amine Kh.

en clôture de la 12^e édition du Festival national du Diwane. La manifestation, marquée par la participation d'une douzaine de troupes, devant prendre part au concours pour les trois premières places, a permis au public de suivre, durant sa deuxième soirée, les figures de danse exécutées avec art par les Maâlime des troupes de «Ahl Diwane» de Mascara, «Dendoum de Sidi Billal» de Ghardaïa, «Ouled Sidi Billal» de la ville de Relizane et les jeunes du groupe d'Ouled Tarh Diwane» de Béchar qui ont tous retenu l'attention des spectateurs, d'où le choix difficile du jury de cette édition présidée par le Maâlem Youz Youcef, un autre ténor du genre Diwane dans le pays. «Plusieurs manifestations, ayant de tout temps marqué le festival depuis sa création en 2007, à savoir le cycle de conférences-débats ayant trait aux différents aspects des rites sacrés et profanes du Diwane, des expositions sur les instruments de cette musique et d'autres musiques traditionnelles algériennes, ont été annulées pour difficultés financières», ont relevé les organisateurs. «Une subvention unique de cinq millions DA a été allouée par le ministère de la Culture, tandis que la banque publique Crédit populaire d'Algérie n'a accordé que deux cent mille dinars dans le cadre du sponsoring», a précisé, à ce propos, Hamdani Amari, soulignant que «malgré l'insuffisance financière, le festival a tenu ses promesses, à savoir continuer à promouvoir le genre Diwane».

AGEND'ART

Opéra D'Alger Boualem-Besaih

14 septembre 2019 :

La rentrée en nouba par Lila Borsali et Beihdja Rahal.

Théâtre de Verdure Laâdificli (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 :

Concert de Kendji Girac à 20h30.

Dar Abdellatif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 5 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste plasticien Mohammed Bakli.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Institut Français d'Alger

Du 15 septembre au 28 novembre :

Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.



OGC Nice

Boudaoui officiellement engagé

LE MILIEU international algérien du Paradou AC (Ligue 1/Algérie), Hicham Boudaoui, s'est engagé avec l'OGC Nice, a annoncé ce lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 française de football sur son site officiel, sans dévoiler la durée du contrat. «Hicham Boudaoui est la 6^e recrue du Gym. Sacré champion d'Afrique cet été avec l'Algérie, le milieu de terrain (19 ans) arrive en provenance du Paradou FC», écrit le club azuréen dans un communiqué. Boudaoui devient du coup le troisième international algérien de la formation niçoise, après le défenseur Youcef Atal, arrivé l'année dernière, et l'aïlier Adam Ounas, prêté cet été pour une saison en provenance de Naples (Italie). «Ceux qui suivent de près le continent africain le connaissent déjà. Les amateurs de foot-

ball l'ont quant à eux découvert à la CAN, lors du titre des Fennecs. Pépite du football algérien, Hicham Boudaoui a choisi l'OGC Nice pour sa première expérience en Europe. De son côté, le club rouge et noir a été séduit par le talent et le profil d'un milieu qu'il suit depuis de longues semaines. Hyperactif, technique, précieux dans la récupération et capable de casser des lignes, Boudaoui a été formé au Paradou FC, comme Youcef Atal», ajoute l'OGC Nice. Sélectionné pour la première fois en équipe nationale le 27 décembre 2018, lors du match amical disputé face au Qatar à Doha (victoire 1-0), Boudaoui détient une seule titularisation à la dernière CAN-2019 remportée par l'Algérie en Egypte, c'était face à la Tanzanie (3-0), dans le cadre de la 3^e et dernière journée

Leicester City

Ghezal à la Fiorentina à titre de prêt

L'AÏLIER international algérien de Leicester City (Angleterre), Rachid Ghezal, a été prêté pour une saison avec option d'achat fixée à 10 millions d'euros à la Fiorentina (Serie A italienne de football), rapportent lundi les médias locaux. «Je suis très heureux d'être ici, j'ai hâte de commencer», a déclaré Ghezal à son arrivée à Florence, où il doit évoluer aux côtés de l'ancien attaquant international français Franck Ribéry, arrivé cet été en provenance du Bayern Munich. L'ancien joueur

de l'AS Monaco (France) a passé un peu plus tôt dans la journée la traditionnelle visite médicale d'usage. Les négociations ont rapidement abouti entre les deux parties. Transféré en 2018 de Monaco vers Leicester pour 14 millions d'euros, Ghezal (27 ans) a marqué trois buts en 23 apparitions avec les Foxes, toutes compétitions confondues. Il n'a pas été retenu par le sélectionneur national Djamel Belmadi pour la dernière CAN-2019 remportée par l'équipe nationale en Egypte.

Ligue 2 (2^e journée)

Le RCA surprend l'USMH

LE RC ARBAË a réalisé ce lundi une belle opération, en s'imposant en déplacement face à l'USMH El-Harrach 3 à 1 (mi-temps : 1-1), au stade Omar-Hamadi, en clôture de la 2^e journée du championnat de Ligue 2 de football. Les Harrachis ont ouvert le score par Bahi (21') sur penalty, avant que Boughalia ne remette les pendules à l'heure peu avant la pause (38'). En

seconde période, les gars de la Mitidja ont accentué leur domination en ajoutant deux buts grâce à Boughalia qui signe un doublé (55'), et Amiri dans le temps additionnel (90'+2). A l'issue de cette victoire, le RCA rejoint l'Olympique Médéa en tête du classement avec 6 points chacun, alors que l'USMH reste bon dernier en compagnie de l'USM Annaba avec 0 point.

Championnats arabes de judo 2019 (Benjamins/Minimes/Cadets)

Les clubs algériens réussissent d'excellents résultats

LES CLUBS algériens de judo, engagés dans les Championnats arabes 2019 des jeunes catégories qui se déroulent actuellement en Tunisie, ont déjà récolté 14 médailles (3 or, 2 argent et 9 bronze). Cette première moisson a été réalisée par les judokas (Garçons/Filles) de la catégorie Minimes, à commencer par les médaillés d'or : Berrahouel Amina (-48 kg/ASSN Oran), Younes Benlaribi (-55 kg/JC El Harrach) et Abdelkrim Belhouari (-66 kg/Raed Amel Mouzaïa). Les médailles d'argent, quant à elles, ont été l'œuvre de Salsabil Sahel (+70 kg/ Nadi Chabab Constantine) et Abderrahmane Safi (-81 kg/Amel El Berria), au moment où neuf de leurs compatriotes se sont contentés du bronze. Il s'agit de Melissa Kechout (-52 kg/JSM Blida), Mansouri Mohamed (-50 kg/JC El Harrach), Koussaïla Naït Bahloul (-50 kg/ASSN Oran), Boubetra Abdelatif Mehdi (-60 kg/JC El Harrach), Zinédine Bouzourine (-55 kg/ Union sportive Yaïche), Farès Hani (-55 kg/Association sportive Jil Saed), Youcef Djouadi (-81 kg/Union sportive Yaïche), Oussama Bousoussou (-81 kg/JC El Harrach) et Samir Mouelli (-90 kg/Association sportive Blida). Ces Championnats arabes des catégories Benjamins, Minimes et Cadets se déroulent du 1^{er} au 4 septembre courant au Palais des sports du complexe sportif «El Menzah» de Tunis.

Equipe nationale de football

Les Verts reprennent le travail

■ La sélection nationale de football a repris le travail avec ce premier stage qui intervient après le dernier sacre africain décroché en terre égyptienne au mois de juillet dernier.

Les Verts à pied d'œuvre



Par Mahfoud M.

Les 23 joueurs convoqués pour le coach national, Djamel Belmadi, se sont retrouvés avant-hier soir au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour un stage de préparation qui sera ponctué par un test amical le lundi 9 septembre au stade Thaker de Blida. C'est une bonne occasion pour le driver des Verts de procéder à une revue des effectifs et faire tourner le groupe. Il faut savoir que Belmadi a fait appel pratiquement aux mêmes éléments qui

ont participé à la CAN, à quelques exceptions près, puisqu'il y a de nouveaux joueurs, à l'image de Hocine Benayada (CS Constantine), l'aïlier droit Zinédine Ferhat (Nîmes) et l'attaquant Benrahma (Brentford) qui effectuent leur retour chez les Verts. Il y a également le défenseur Lyes Chetti, transféré cet été de la JS Kabylie à l'ES Tunis qui est présent dans le groupe. Hicham Boudaoui, qui vient de signer son contrat avec l'OGC Nice, est revenu en Algérie pour participer à ce regroupement.

Par ailleurs, l'adversaire des Verts dans ce match amical, les Ecurieuls du Bénin, se préparent en France. L'équipe enregistre le forfait de son défenseur central Khaled Andenon, pour blessure. Le joueur d'Al-Wehda (Div.1 saoudienne) a été remplacé par

Moïse Adilehou, sociétaire d'APO Levadiakos (Div.1 grecque). Le Bénin, quart de finaliste à la dernière CAN-2019, disputera son premier match amical vendredi 6 septembre face à la Côte d'Ivoire au stade Michel d'Ornano de Caen (18h00, locales), avant de défier l'Algérie trois jours plus tard à Blida (21h00). Pour ces deux matchs amicaux, le sélectionneur français du Bénin, Michel Dussuyer, a fait appel à 23 joueurs, dont trois nouveaux : Maël Sédagondji, Rudy Gestede, et Yaninick Aguemon. La liste est marquée par les absences Emmanuel Imorou, actuellement sans club, et le gardien de but Fabien Farnolle qui n'a pas été retenu.

M. M.

Manchester City

Guardiola encense Mahrez

L'ENTRAÎNEUR espagnol de Manchester City (Premier league anglaise de football), Pep Guardiola, a de nouveau encensé l'aïlier international algérien Riyad Mahrez, qui enchaîne sa deuxième saison sous le maillot des «Cityzens», estimant qu'il détenait «quelque chose de spécial». «Riyad Mahrez est revenu de la Coupe d'Afrique en pleine forme. Il a été élu joueur de l'année quand il a remporté la Premier League avec Leicester. C'est un joueur incroyablement talentueux, il a quelque chose de spécial», a indiqué Guardiola, cité lundi par les médias locaux. Mahrez, relégué sur le banc pendant deux journées de Premier league, a retrouvé sa place dans le onze de départ samedi, lors de la réception de Brighton (4-0), dans le cadre de la 4^e journée. L'ancien joueur de Leicester City s'est distingué lors de la journée inaugurale sur le

terrain de West Ham (5-0), en signant deux passes décisives. «La vision, les buts, le fait d'être souvent proche de la surface. Je suis tellement content pour lui parce que, ce que j'aime jouer au football. Lors des entraînements, il est le premier à arriver, le premier à prendre le ballon et à essayer de jouer. Ça signifie beaucoup, et quand il ne joue pas, il n'est pas content parce qu'il aime jouer au football et c'est bien», a ajouté le technicien catalan. Mahrez (28 ans) avait rejoint Man City l'année dernière pour un contrat de cinq ans en provenance de Leicester pour un chèque de 68 millions d'euros. Pour sa première saison, le natif de Sarcelles (région parisienne) a signé 12 buts et 12 passes décisives, en 43 apparitions, toutes compétitions confondues.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN

Découverte à Ghardaïa d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov

UN DÉTACHEMENT de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert, lors d'une opération de fouille et de recherche, menée lundi à Ghardaïa, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un chargeur de munitions, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. En outre, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar /6^e RM, 18 personnes et saisi huit camions chargés de 16 tonnes de mélange de pierres et d'or brut, ainsi que dix-sept groupes électrogènes et six mar- teaux piqueurs. Par ailleurs, des gardes-côtes ont mis en échec à Oran, Mostaganem/2^e RM et Annaba/5^e RM, des tentatives d'émigration clandestine de 61 personnes qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 44 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen/2^e RM. **Sara B.**

Justice

Demande de levée de l'immunité parlementaire de Mohamed Djemai

DANS un communiqué rendu public hier, l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Slimane Chenine, a annoncé avoir examiné la demande du ministre de la Justice relative à la levée de l'immunité parlementaire de Mohamed Djemai, secrétaire général du FLN et de deux autres députés. Outre Mohamed Djemai, les députés Benhamadi

Ismail et Berri Saker font également l'objet d'une demande de levée d'immunité. La demande a été ainsi transmise à la commission des affaires juridiques et administratives de l'APN pour être présentée, plus tard, devant les députés lors d'une séance à huis clos.

F. O.

Drogue

Plus de 1 497 kilos de kif traité saisis depuis 2013

QUELQUE 1 497,854 kilos de kif traité ont été saisis par le service régional de lutte contre la commercialisation illégale de drogues et de psychotropes depuis sa création en 2013, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication et d'orientation de la sûreté de wilaya à Béchar.

Cette importante quantité a été saisie au cours de 15 importantes affaires de trafic international de drogue à travers les wilayas frontalières dans le sud-ouest du pays, à savoir Béchar, Adrar, Tindouf, El Bayadh et Nâama.

Ces affaires, élucidées en étroite collaboration avec les différents services de sécurité, notamment la troisième région militaire (3^e RM) à Béchar, ont permis aussi l'arrestation de 44 individus, membres de réseaux criminels de trafiquants de drogue dans la région, a-t-on précisé.

Parmi les trafiquants arrêtés, 39 ont été mis en détention préventive et jugés au cours de ces dernières années par une juridiction compétente, tandis que cinq autres ont été placés sous contrôle judiciaire par la même juridiction, a-t-on souligné.

Il a été procédé également à la saisie, au cours des mêmes affaires criminelles, de 18 véhicules, tous poids et types confondus, utilisés par les

membres des réseaux mis en cause pour le transport et l'acheminement de la quantité de kif traité à travers les frontières dans le sud-ouest du pays, a-t-on indiqué. Le service régional de lutte contre la commercialisation illégale de drogues et de psychotropes, unité d'élite relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), dispose de brigades spécialisées dans de nombreux domaines liés à la lutte et la prévention de ce type de criminalité.

L'unité d'élite a été créée pour faire face à l'introduction des drogues dans le pays et ce, dans l'unique but de la protection de la santé des citoyens et de l'économie du pays

Melissa A.

Pour un délai d'achèvement de 10 mois

Le chantier du stade de Tizi Ouzou relancé

LE CHANTIER du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou sera relancé durant ce mois de septembre, avons-nous appris lundi auprès du directeur local de la jeunesse et des sports, Rabah Chebbah. La décision d'achever ce projet fait suite à une réunion interministérielle ayant regroupé en août dernier les représentants des ministères des Finances et de la Jeunesse et des Sports, selon notre interlocuteur. Il a précisé que toutes les démarches



Djalou@hotmail.com

Conférence de presse du sélectionneur national

Djamel Belmadi : «Les spéculations ne me font ni chaud ni froid»

■ La conférence de presse tenue hier au centre des conférences du CTN de Sidi Moussa, à Alger, a été une occasion pour le sélectionneur national, Djamel Belmadi, d'apporter des éclaircissements sur certaines zones d'ombre qui sont apparues ces derniers temps avec les rumeurs sur sa mésentente avec le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, et la décision de son retrait de l'EN des locaux qui prépare le CHAN.

Par Mahfoud M.

«**C**oncernant le CHAN je n'ai jamais rien dit, j'ai mis à disposition mon staff à Batelli parce qu'il n'y en avait pas pour les A'. Nous sommes intéressés par les A', ce sont des joueurs qui intéressent les A», a-t-il souligné, coupant court aux rumeurs sur son désintérêt de la sélection locale. Il a tenu également à démentir une prétendue relation conflictuelle avec l'ancien manager de l'EN, Hakim Medane, déclarant qu'il était l'un des membres les plus proches de lui. «Pour la démission de Medane, dont je profite de l'occasion pour le féliciter, c'est la personne qui m'était le plus proche. Vous connaissez la raison de son départ, c'est la campagne haineuse dont il a été victime», a-t-il tenu à préciser. Une campagne dont il a été aussi victime avec des rumeurs le touchant aussi et qui ne l'a pas perturbé. «Il y a eu des spéculations, j'y suis habitué, ça ne me fait ni chaud ni froid», a-t-il relevé. Pour ce qui est de sa relation avec le patron de la FAF,

Zetchi, il indiquera qu'elle est plutôt professionnelle et rien d'autre.

«Zetchi est le président de la FAF, nous avons des relations très simples, très directes et très claires. Je ne suis pas venu pour une personne mais pour l'équipe nationale, tout comme Zetchi n'est pas venu pour moi. Si un jour je ne m'entends plus avec lui, je pars», a-t-il soutenu. Le champion d'Afrique en titre a tenu à avouer qu'il était ébloui par le travail qui se fait au niveau de la formation avec la création de centres de formation régionaux et le travail de sélection et d'écrémage, expliquant que cela donnera des résultats et qu'il y aura de grands talents. Abordant le sujet d'actualité, à savoir ce stage qu'il organise et qui sera ponctué par un match amical face au Bénin, il dira qu'il a fait exprès de retarder la publication de la liste des 23 pour ne pas avoir à la refaire en cas d'absence de joueurs pour blessure et c'est pour cela qu'il a attendu jusqu'à l'ultime journée des différends championnats. Belmadi

dira que la FAF s'est sans doute prise tard pour ce qui est des adversaires pour les matchs amicaux du mois de septembre et c'est pour cela que l'EN jouera face au Bénin qui est de moindre envergure que les sélections qui devaient être contactées. Concernant les joueurs à qui il a fait appel, il dira qu'il ne cherche pas à nettoyer mais à perfectionner plus ce groupe en faisant appel à des jeunes comme Chetti qu'il connaît bien puisqu'il l'avait eu sous sa coupe en EN locale. Il a tenu, au passage, à féliciter le joueur du PAC, Boudaoui, qui a rejoint l'OGC Nice, étant sûr qu'il va réussir avec cette équipe, surtout que son entraîneur Vierra a joué au même poste et saura certainement tirer le meilleur de lui. Commentant la signature de certains internationaux dans des championnats du Golfe, il dira que cela ne l'empêchera pas de les convoquer à nouveau, surtout que des joueurs comme Benlamri (Arabie saoudite) et Belaili (ex-ES Tunis, actuel Ahly Djeddah) ont été décisifs avec l'EN malgré le fait qu'ils jouaient dans des championnats moindres que ceux de l'Europe. Pour ce match face au Bénin, le coach des Verts avouera que le défenseur Halliche devrait faire ses adieux à la sélection face à son public. Pour ce qui est des matchs amicaux du mois d'octobre, il dira qu'il y a des propositions intéressantes avec notamment le Brésil. Il révélera qu'il se pourrait qu'il y ait un match retour face à la France, après le match disputé en 2001, soulignant que le prochain objectif de l'EN est de préparer les éliminatoires de la Coupe du Monde 2022.

Hamid M.

M. M.